

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

SEUL LE PRONONCE FAIT FOI

DISCOURS DE NICOLAS SARKOZY

Réunion publique nationale

Villepinte (Seine-Saint-Denis) – Dimanche 11 mars 2012

Mes Chers Amis,

Je me souviens de ce mois de mai où les Français m'ont choisi comme président de la République. C'était il y a 5 ans. C'était hier. C'était il y a 5 minutes...

A l'instant même, j'ai senti sur mes épaules le poids de la charge, de la fonction, des responsabilités. Je n'avais pas peur. Je m'étais préparé. Je savais qu'il y aurait des tempêtes, des épreuves, des montagnes à gravir. Je n'imaginai pas ce soir là combien la réalité allait dépasser ce pressentiment. Jamais le monde n'allait connaître une telle succession de crises, si violentes, si universelles, si longues.

De cette succession ininterrompue de tornades, j'ai appris que le président de la République était comptable des joies et des peines des Français, qu'il devait les prendre en compte, s'en imprégner et s'extraire de tout le reste.

J'ai appris que le président de la République est plus critiqué, plus attaqué, plus caricaturé que n'importe qui d'autre, qu'il fallait l'accepter et surtout qu'il fallait tenir. Tenir encore. Tenir toujours. Tenir envers et contre tout car si le président de la République ne tient pas, c'est tout l'édifice qui peut se fissurer.

J'ai appris que le président de la République est pour beaucoup de Français l'ultime recours vers lequel ils se tournent lorsqu'ils ont épuisé tous les autres. Qu'il doit être disponible à tout moment.

J'ai compris que la volonté ne pouvait pas tout qu'il y avait des souffrances que l'on ne pouvait pas apaiser, qu'il y avait des colères que l'on ne pouvait pas calmer, qu'il y avait des injustices que l'on ne pouvait pas réparer.

Je pense à l'ouvrier dont l'usine ferme et dont on n'a pas réussi à sauver l'emploi. Je pense à la victime à laquelle on ne peut pas rendre justice. Je pense aux familles d'otages assassinés par des terroristes barbares et lâches. Je pense à nos jeunes soldats morts pour la France, je pense aux enfants de policiers tués en faisant leur devoir.

J'ai compris, devant les cercueils couverts du drapeau tricolore, alignés dans la Cour des Invalides, que la responsabilité du président de la République ne ressemble à aucune autre. Il m'est même

18, RUE DE LA CONVENTION - PARIS 15ÈME. TEL: 01 53 95 2012 WWW.LAFRANCEFORTE.FR

ADRESSE POSTALE TSA 61559, 75901 PARIS CEDEX 15

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

arrivé ce jour là de penser qu'elle était inhumaine.

J'ai compris que le président de la République devait assumer la dimension tragique de l'Histoire et qu'au fond, rien ne pouvait y préparer avant de l'avoir vécu.

J'ai appris l'humilité devant ce que la vie avait pris et que je ne pouvais pas rendre. Cela ne m'a pas découragé. Car j'ai compris que les Français attendaient de moi autant une obligation d'engagements que de résultats. Qu'ils seraient scandalisés de me voir renoncer. Qu'ils voulaient que nous tentions l'impossible. Qu'ils n'accepteraient de ma part, aucun calcul, aucune hypocrisie, aucune lâcheté.

J'ai compris l'importance symbolique de la parole présidentielle, son poids, la nécessité qu'elle rassemble parce que le président de la République est celui qui incarne l'unité de la Nation, sa continuité, sa présence sur la scène du monde.

Élu de toute la nation, placé par le suffrage universel au dessus des partis, il doit s'interdire tout esprit partisan, tout esprit de clan, tout sectarisme. Il doit être libre de toutes appartenances, de toutes idéologies, de tout systématisme. Il ne doit incarner que l'intérêt général. C'est son ascèse, sa référence ultime, sa singularité.

Dans notre pays où les clivages sont si marqués, les passions si vives, il est essentiel que le président de la République ait la sagesse de ne pas s'entourer que de ses seuls partisans, de ne pas récompenser que ses seuls amis ou de ne pas chercher à nommer que ceux qui ont toujours été en accord avec lui.

La France pour être forte, a besoin de tous ses talents et tant mieux s'ils viennent d'horizons multiples. Il ne faut pas craindre cette richesse. Elle est créative. Elle est nécessaire.

Je sais que j'ai pu décevoir les ambitions légitimes de certains de mes amis, mais s'ils m'en veulent, c'est qu'ils n'ont pas compris que le président de la République n'a de compte à rendre qu'aux Français, qu'il n'est prisonnier de personne même pas de ses amis.

On ne gouverne pas avec sagesse un pays de 65 millions d'habitants, si on ne cherche pas à élargir la majorité qui vous a fait confiance.

Vouloir exclure des postes de responsabilité de la Fonction publique ceux que l'on désigne à l'avance comme ses adversaires pour n'y nommer que les membres de son clan, s'accaparer l'État, c'est l'exact contraire de ce qu'a voulu le Général de Gaulle avec l'élection du Président au suffrage universel.

J'ai appris des blocages auxquels j'ai été confronté. Avec François Fillon, nous les avons surmontés. Ce ne fut pas toujours facile. Il y eut des tensions, mais nous n'avons jamais reculé, chaque fois que nous estimions que l'intérêt supérieur de la nation était en cause.

J'ai compris que les vrais blocages ne viennent pas du peuple Français, mais de certains syndicats, de certaines organisations, de certains corps intermédiaires qui ont intérêt à l'immobilisme, au conservatisme par crainte d'un monde nouveau qui verrait diminuer leur influence.

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

J'ai acquis la conviction que pour les 5 années qui viennent le président de la République devrait rendre la parole au peuple quand celle-ci serait confisquée.

Parce que la France ne peut se permettre de différer les grandes décisions, je solliciterai l'avis des Français par référendum chaque fois que quiconque essaiera de parler en leur nom, au service d'intérêts qui ne seraient pas ceux de la nation tout entière. J'ai compris dans la crise la force de notre modèle social qui a permis à la France de résister mieux que les autres aux chocs terribles qui ont ébranlé le monde.

Notre modèle social fait partie de notre identité, il nous protège parce qu'il nous unit. L'affaiblir, c'est affaiblir la France. Mais l'affaiblir c'est, par lâcheté, renoncer aux réformes qui seules aujourd'hui lui ont évité la faillite.

J'ai compris l'attachement des Français au modèle républicain, à l'égalité des droits et des devoirs, à la possibilité donnée à celui qui n'a rien de devenir quelqu'un par son seul mérite.

C'est dans cet attachement à la République que s'enracine le refus du communautarisme qui est si étranger à notre histoire, à nos traditions, à nos valeurs, à notre identité.

Je veux être celui qui refusera en France toute dérive communautariste. Je veux être le Président qui dira aux Français que la République n'appartient pas au passé, qu'elle est notre avenir parce qu'elle est le nom que nous donnons à notre volonté de vivre ensemble.

J'ai appris à quel point les Français sont généreux, sont accueillants, prêts à partager, à être solidaires. En allant à votre rencontre depuis 5 ans, au milieu des pires épreuves, jamais je ne vous ai vus tentés par l'égoïsme, par le repliement sur soi, par le rejet de l'autre.

Je n'ai pas vu une France de Droite, une France de Gauche, une France du Centre, j'ai entendu le peuple de France uni, unanime, rassemblé autour de la même exigence : que pour les 5 années qui viennent, la responsabilité soit au rendez-vous de la solidarité, que les devoirs accompagnent les droits, que celui qui n'a jamais travaillé et jamais cotisé ne gagne pas davantage que celui qui a travaillé et cotisé toute sa vie, que le profiteur, le tricheur, le fraudeur soit puni parce qu'il vole l'argent des Français, parce qu'il prend à ceux qui ont vraiment besoin de la solidarité nationale.

Ce n'est pas un camp qui voudrait opposer sa volonté à un autre. C'est le peuple de France qui veut être entendu !

En tant que président de la République vers lequel tous se tournent quand il faut réparer une injustice, j'ai compris combien était fort dans notre pays le rejet de ce qui n'est pas juste.

Les Français n'acceptent pas l'injustice. Mais ils ne veulent pas davantage de l'égalitarisme et du nivellement. La justice c'est l'égalité des chances. Les Français ne veulent pas des revenus exorbitants du spéculateur mais ils veulent la récompense du mérite et la récompense de l'effort.

Ils ne veulent pas que l'argent domine tout, parce que ce ne serait pas juste, mais ils respectent la

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

réussite, quand elle est la reconnaissance d'un talent exceptionnel et qu'elle s'accorde avec l'utilité sociale. Parce que c'est juste.

Les parachutes dorés pour les chefs d'entreprise qui ont échoué, les bonus invraisemblables de la finance, les rémunérations qui augmentent démesurément en haut de l'échelle alors que la crise impose des sacrifices au plus grand nombre. Les Français considèrent que c'est injuste et ils ont raison. Mais l'assistanat qui rapporte davantage que le travail, le bénéficiaire d'une allocation qui ne cherche, ni travail, ni formation. L'étranger qui vient en France pour le seul attrait de nos prestations sociales et qui ne respecte pas la France, cela aussi les Français le considèrent comme une injustice.

Ces sentiments d'injustice, le président de la République doit les prendre en compte. Ces dérives, il ne peut pas les accepter.

J'ai appris que lorsque l'on est président de la République française, on n'est pas seulement en charge des intérêts nationaux. On a une responsabilité plus grande.

Au milieu de toutes les crises qui, depuis 5 ans, se sont abattues sur le monde et sur l'Europe, j'ai vu tant de peuples attendre que la France prenne l'initiative et montre le chemin.

Dans la crise financière, dans la crise économique, dans la crise de l'Euro, en Géorgie, en Côte d'Ivoire, en Libye, innombrables étaient ceux qui dans le monde ont placé leurs espoirs dans la France.

Que va dire la France ? Que va faire la France ? J'ai compris à quel point notre place est singulière.

Et lorsque la France ne dit rien, lorsqu'elle ne fait rien, elle déçoit tous ceux qui l'aiment et qui savent que, si elle ne parle pas, si elle n'agit pas, personne ne parlera ni n'agira à sa place.

Souvent, depuis 5 ans, j'ai pensé à la phrase de Malraux : « *Il y a des pays comme la France qui sont grands lorsqu'ils le sont pour les autres* ».

La France est la France quand elle se bat pour ses valeurs. Elle doit être du côté des peuples. Elle doit être du côté de la liberté et de la justice.

Elle s'est battue pour la liberté du peuple libyen. Quand les avions français ont survolé la ville martyre de Benghazi, j'étais sûr que la France était alors à la hauteur de son histoire.

Aujourd'hui, elle doit être aux côtés du peuple syrien, c'est sa place, son devoir, sa responsabilité. Oserais-je dire son rôle ?

Nous voulons que les massacres cessent et nous réclamons la création de couloirs humanitaires. Trop d'innocents sont morts. Les assassins devront rendre des comptes.

La France sera intransigeante pour défendre la sécurité d'Israël. Israël, ce miracle de la volonté et de la démocratie. La France exigera avec la même force un État pour le peuple palestinien, parce que partout où la paix est en jeu la France a un rôle à jouer.

La France défendra partout le droit des femmes, car l'égalité entre les sexes est un principe universel

18, RUE DE LA CONVENTION - PARIS 15ÈME. TEL: 01 53 95 2012 WWW.LAFRANCEFORTE.FR

ADRESSE POSTALE TSA 61559, 75901 PARIS CEDEX 15

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

sur lequel nul dans le monde n'a le droit de transiger.

La France défendra partout la liberté religieuse et notamment le droit des chrétiens d'Orient à vivre en paix.

Ce sont les mêmes principes, les mêmes valeurs qui m'ont conduit à prononcer les mots que j'ai prononcés pour apaiser les mémoires blessées des rapatriés qui ont tant souffert, des Harkis qui ont été abandonnés, des Arméniens qui se sont sentis bafoués, des Français d'outre Mer si douloureusement marqués par le souvenir atroce de l'esclavage et auxquels j'ai voulu rendre justice en faisant entrer au Pantheon, Aimé Césaire, le poète qui avait le mieux défendu leur dignité.

En tant que président de la République, j'ai appris que le destin de la France se jouait en même temps à l'intérieur et à l'extérieur, qu'entre la scène mondiale, la scène européenne, la scène nationale, il n'y avait plus aucune cloison, aucune séparation.

J'ai touché du doigt cette réalité : c'est une seule et même politique qui doit être conduite au-dedans et au-dehors, avec des moyens différents mais avec les mêmes objectifs, avec la même détermination.

C'est la même crise qui nous frappe et qui frappe l'Europe et le monde.

Dans le monde tel qu'il est, décider pour nous-mêmes et décider avec les autres ne peuvent être que les deux faces d'une seule et même politique.

S'isoler du monde, se barricader derrière ses frontières serait une folie. Que dirions-nous aux 7 millions de Français qui travaillent pour l'exportation et qui perdraient leur emploi ? A quel déclin serions-nous condamnés si les hommes, les idées, les produits, cessaient de circuler ?

Mais tout ouvrir comme si la compétition était loyale, comme si la réciprocité était la règle, en renonçant à défendre ses intérêts, ses emplois, son mode de vie, son identité, sa cohésion sociale serait une autre folie.

J'ai acquis une certitude que je veux vous faire partager avec gravité : si rien ne change, les peuples d'Europe ne supporteront pas longtemps les conséquences d'un laissez-faire dévastateur.

Si rien ne change, les mêmes causes reproduiront les mêmes effets et nous aurons d'autres crises que les États, cette fois, n'auront pas les moyens de maîtriser, et dont les conséquences sociales, humaines et politiques risqueront de nous conduire pas à pas sur le chemin tragique que le monde emprunta lors de la Grande Dépression des années 30.

Si la France était restée en retrait, si elle ne s'était pas engagée, si elle ne s'était pas battue pour que les idées changent, pour que les comportements changent, si elle n'avait pas cherché à convaincre, à entraîner, il n'y aurait pas eu le G20. L'Europe aurait répondu à la crise financière en ordre dispersé et elle se serait disloquée. Il n'y aurait pas eu d'accord pour sauver la Grèce. L'euro aurait disparu. Les Français auraient perdu leur épargne. Leur pouvoir d'achat se serait effondré.

En se battant pour les autres, la France s'est battue pour elle-même. Elle s'est protégée. Elle a

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

résisté. Elle n'a pas été emportée comme tant d'autres l'ont été. Elle a tenu.

Quand on veut être président de la République, on a le devoir de dire la vérité aux Français, parce qu'il faut que les Français comprennent que la volonté politique doit rester intacte mais qu'elle s'exerce dans des formes différentes de celles d'hier.

Pendant cinq ans, j'ai fait de mon mieux pour protéger les Français de toutes ces crises, pour que la France en sorte plus forte, j'y ai mis toutes mes forces. Je me suis engagé comme jamais je ne l'avais fait avant dans ma vie. Je vous demande de me croire : j'ai tout donné.

J'ai tiré les leçons des réussites et des échecs.

Mais je n'ai rien perdu de ma foi dans l'avenir.

Je n'ai rien perdu de mon envie d'agir, de mon envie de faire bouger les choses, de ma confiance dans le génie de la France.

La principale leçon que je tire de ces cinq années de crise c'est que l'immobilisme nous est absolument interdit.

Il est interdit pour la France, mais il l'est tout autant pour l'Europe, parce que nous avons rendez-vous avec un nouveau monde qui est en train de naître alors que l'ancien n'en finit pas de mourir sous nos yeux.

Je veux être le Président du peuple de France parce que c'est l'avenir du peuple français qui est en jeu, parce que c'est des profondeurs du pays que viendront le courage, l'intelligence, l'énergie dont la France a besoin. C'est des profondeurs du peuple que viendra le sursaut qui permettra à la France d'être au rendez-vous de l'Histoire et d'étonner le monde.

Je veux parler directement au peuple français. Je sais qu'il ne veut laisser à personne le soin d'écrire l'histoire à sa place.

Je veux parler à tous les Français qui ont souffert des crises et qui ont le sentiment qu'ils ne maîtrisent plus leur vie, qu'ils sont dépossédés de leur droit de choisir leur existence.

Je veux parler à l'agriculteur qui se sent à la merci du spéculateur qui, à l'autre bout du monde, joue avec le prix de sa récolte.

Je veux parler à l'ouvrier qui ne ménage pas sa peine, et qui vit dans la hantise que son usine soit délocalisée.

Je veux parler à l'employé et au cadre qui subissent depuis des années des réorganisations incessantes et qui savent que leur sort est suspendu à une spéculation boursière.

Je veux parler au patron de PME dont la vie est à la merci des dumpings et de ses banquiers et à l'industriel dont les ventes à l'exportation sont suspendues à l'aléa des monnaies.

Je veux parler à l'artisan qui aime son métier, qui le fait avec passion et qui ne supporte plus les

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

contraintes.

Je veux parler à l'habitant du village dont le médecin ne trouve aucun successeur au moment de partir à la retraite.

Je veux parler à celui que est le plus vulnérable, qui est le premier licencié quand ça va mal et le dernier repris quand ça va mieux, à celui auquel on a dit longtemps qu'il était trop jeune et auquel on dit aujourd'hui qu'il est trop vieux.

Je veux parler au Français qui a le sentiment qu'il n'a pas le droit de garder son identité, que l'on veut lui imposer un mode de vie qui n'est pas le sien sans lui demander son avis.

Je veux parler à tous les Français qui finissent par avoir envie de répondre « non » à tout parce qu'ils ont le sentiment que c'est la seule liberté qu'il leur reste.

Je veux donner au peuple de France les moyens de réaliser ses ambitions.

Je veux leur rendre la maîtrise de leur destin.

Après quatre années d'épreuves, le moment est venu de tirer les leçons de toutes ces crises.

Je veux le dire à tous les Français.

Mais je veux le dire aussi à tous les Européens.

Si nous voulons préserver notre mode de vie.

Si nous voulons préserver, notre modèle de civilisation.

Si nous voulons une société où chacun trouve sa place, où chacun a la possibilité de choisir sa vie.

Si nous voulons la liberté, l'égalité et la fraternité.

Si nous voulons la croissance.

Si nous pensons que « le bonheur est encore une idée neuve en Europe ».

Alors l'Europe ne doit pas être une menace, mais une protection.

Toute ma vie j'ai cru en l'Europe. J'ai voté pour l'Europe. J'ai défendu l'Europe. Rien ni personne ne me fera être parjure à mon idéal européen. Ce que les hommes ont construit avec l'Europe est sans doute ce qu'il y a de plus beau, de plus noble, de plus juste au service de la paix et de la réconciliation qui ait jamais été inventé. Mais je veux le dire avec solennité et gravité.

Dans le monde tel qu'il est, une Europe qui ne tirerait pas les leçons de la crise, une Europe qui, au lieu de protéger, rendrait impossible toute protection, une Europe qui, au lieu d'être un moyen d'agir, deviendrait un facteur d'impuissance serait une Europe qui non seulement ne résisterait pas aux crises futures mais qui trahirait son ambition initiale et le rêve de ses pères fondateurs.

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

D'abord il fallait sauver l'Euro et sauver l'Europe.

Nous l'avons fait. C'est un immense soulagement et une grande victoire.

Honte à ceux qui au nom d'intérêts partisans n'ont pas eu le courage de voter en faveur du nouveau Traité Européen. Que disent-ils aujourd'hui aux Français, alors que la crise grecque est derrière nous ? Refusent-ils toujours les choix de la France au seul motif qu'il leur faudrait être contre le président de la République. ?

Renier à ce point son idéal Européen, c'est juste indigne !

Maintenant pour les Européens que nous sommes, nous attend une tâche immense : changer l'Europe .

L'Europe ne peut pas être la seule région du monde à si mal faire respecter ses frontières, à si peu défendre ses intérêts, à tant ignorer les angoisses de ses citoyens.

Une Europe qui ne défendrait pas ses frontières, ses intérêts, ses citoyens, qui ne penserait qu'au consommateur, jamais au producteur, qui oublierait que derrière le consommateur il y a le travailleur, cette Europe serait condamnée parce qu'elle serait la cause de trop de tensions, de trop de souffrances, parce qu'au bout du compte en faisant souffrir les gens, elle trahirait son idéal humaniste.

Si la France a choisi d'exercer sa souveraineté avec ses partenaires européens, c'est au nom d'un idéal humaniste farouchement opposé à la sauvagerie, à la barbarie dans lesquelles deux guerres mondiales et le crime inouï de la Shoah avaient failli anéantir pour toujours la civilisation européenne.

Si la France a choisi de partager sa souveraineté, c'est pour être plus forte, non pour être plus faible. Pour promouvoir une civilisation et des valeurs européennes pas pour les laisser détruire.

C'est pour être mieux protégé, non pour être plus vulnérable.

Si la France a accepté la libre circulation à l'intérieur de l'Europe, c'est pour que les frontières de l'Europe soient mieux défendues et non pas moins.

Au point où nous en sommes arrivés l'Europe doit reprendre son destin en main, sinon elle risque la dislocation.

Elle doit affirmer sa volonté politique. Elle ne peut être le jouet des seules forces de la concurrence, du marché, et de la loi des pays les plus forts dans le monde.

Durant les crises qui, depuis 2008, ont ébranlé l'Europe, j'ai pris mes responsabilités politiques. La France s'est engagée. Elle a pris, avec l'Allemagne, des décisions fortes pour que l'acquis de 60 ans de construction européenne ne soit pas emportée.

Aujourd'hui il faut à nouveau affirmer des choix politiques structurels à la hauteur de la situation.

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

Rappeler nos principes c'est affirmer que rien ne serait plus contraire à l'idéal européen que la peur de l'étranger, la haine de l'autre, le repliement frileux sur soi.

Mais dans la situation économique et sociale qui est la nôtre, si l'Europe ne maîtrise pas les entrées sur son territoire elle ne pourra plus accueillir dignement ceux qui arrivent, elle ne pourra plus répondre à la demande d'intégration de ceux qui ont tant de mal à trouver leur place dans la société, elle ne pourra plus financer sa protection sociale. Cette vérité, il faut l'entendre car elle est l'exacte description de la réalité.

Les accords de Schengen ne permettent plus de répondre à la gravité de la situation. Ils doivent être révisés. Il faut mettre en œuvre pour Schengen une réforme aussi structurelle que celle que nous venons de mettre en œuvre pour l'Euro.

On ne peut pas laisser la gestion des flux migratoires entre les seules mains des technocrates et des tribunaux. Les décisions d'entrée sur notre territoire doivent être l'expression d'une volonté politique décidée par la souveraineté nationale.

Il faut un gouvernement politique de Schengen comme il y a désormais un gouvernement de la zone Euro. Il faut une discipline commune dans les contrôles aux frontières comme il y a une discipline commune en matière de finances publiques dans la zone Euro.

Il faut pouvoir sanctionner, suspendre ou exclure de Schengen un État défaillant comme on peut sanctionner un État de la zone Euro qui ne remplirait pas ses obligations.

Il faut des instruments de gestion des crises qui permettent d'assister les pays confrontés à des circonstances exceptionnelles et un front commun dans la lutte contre l'immigration clandestine.

Comme pour l'économie, il faut une convergence renforcée en matière de droit des étrangers et de droit d'asile.

Il y a urgence car il n'est pas question que nous acceptions de subir les insuffisances de contrôle aux frontières extérieures de l'Europe. Je suis décidé à m'engager totalement pour que ces principes soient mis en œuvre parce que c'est la seule façon d'éviter l'implosion de l'Europe. Mais si je devais constater que dans les douze mois qui viennent, il n'y avait aucun progrès sérieux dans cette direction, alors la France suspendrait sa participation aux accords de Schengen jusqu'à ce que les négociations aient abouti.

Je crois à la logique des droits et des devoirs. Je crois aux valeurs de la solidarité mais en complément de celles de la responsabilité. L'Europe ne peut être un ventre mou, un espace ouvert à tous les vents. L'Europe doit redevenir un idéal, une volonté, une protection.

La libre circulation, oui.

Les flux migratoires incontrôlés, non.

Je veux prendre un engagement de la même portée s'agissant du libre-échange. L'Europe est ouverte. Elle commerce avec le monde entier. Elle récuse le protectionnisme. Elle croit à la

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

concurrence loyale. Elle rejette la guerre commerciale. Mais il faut que le droit du travail, le droit de l'environnement, l'équité entre les monnaies ne soit pas systématiquement bafoué, soient mis à égalité avec le droit du commerce.

Une nouvelle fois, il s'agit d'un choix politique majeur. La technocratie ne peut plus être seule à décider. Les objectifs des négociations commerciales de l'Europe doivent être définis par les chefs d'Etat et de gouvernement. Et la Commission doit les appliquer et en rendre compte.

Le libre-échange, oui.

La concurrence déloyale non.

L'Europe qui ouvre tous ses marchés publics quand d'autres n'en ouvrent aucun, c'est non. Agir ainsi, ce n'est pas accepter le libre-échange, c'est accepter d'être une Europe passoire.

La réciprocité exigée ce n'est pas le protectionnisme, c'est la volonté d'une concurrence loyale entre les grands marchés du monde.

Depuis 1933, l'État américain est contraint par la loi à n'utiliser que des produits fabriqués en Amérique dans les marchés publics. Depuis 30 ans, les Américains ont étendu cette obligation à tous les marchés d'infrastructures autoroutières et de transports en commun qui bénéficient de subventions gouvernementales. Aux Etats-Unis, tous les plans de relance financés avec de l'argent public sont soumis à cette règle.

Alors, je pose solennellement la question, pourquoi ce que les États-Unis, pays le plus libéral du monde, s'autorisent, l'Europe se l'interdirait. La France demandera que l'Europe se dote d'un « Buy European Act » sur le modèle du « Buy American Act ». Ainsi bénéficieront de l'argent public européen, les entreprises qui produiront en Europe.

Je veux m'engager totalement dans ce combat.

Si dans les douze mois qui viennent aucun progrès sérieux sur l'exigence de la réciprocité avec nos principaux partenaires n'était enregistré, alors la France appliquera unilatéralement cette règle jusqu'à ce que les négociations aboutissent.

Les Etats-Unis, qui sont nos amis, nos alliés, nos partenaires, ont une législation qui oblige à réserver une partie des commandes publiques à leurs PME. Je ne vois pas pourquoi ce que font les États-Unis, pays le plus libéral du monde, l'Europe s'interdirait de le faire.

La France exigera que désormais les PME européennes aient une part des marchés publics qui leur soit réservée.

Si au bout d'un an nous n'avons pas progressé, la France appliquera unilatéralement sa propre charte des PME jusqu'à ce que les négociations aboutissent.

Les États-Unis veulent taxer les bénéfices réalisés à l'étranger par les entreprises américaines. Ils ont raison. Je souhaite que ce principe devienne un principe européen et qu'il soit transposé dans le droit fiscal de chacun des pays de l'Union européenne ou au minimum de la zone Euro de façon à lutter

18, RUE DE LA CONVENTION - PARIS 15ÈME. TEL: 01 53 95 2012 WWW.LAFRANCEFORTE.FR

ADRESSE POSTALE TSA 61559, 75901 PARIS CEDEX 15

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

contre l'évasion fiscale et les délocalisations.

En attendant, la France soumettra ses grandes entreprises à un impôt minimum qui sera assis sur le chiffre d'affaires mondial.

Que l'on me comprenne bien, c'est parce que je suis un européen convaincu, que je veux faire changer l'Europe. C'est parce que je crois au libre-échange que je ne veux plus de cette concurrence sauvage, sans règle, sans limite, sans équité, qui tire tout le monde vers le bas. C'est parce que je crois à la liberté de circulation que je tire le signal d'alarme, sur les conséquences d'une immigration incontrôlée.

Si la France ne prend pas ces décisions, il ne se passera rien.

Et s'il ne se passe rien, l'Europe perdra sa place dans le monde.

Rendre à l'Europe la maîtrise de son avenir.

Rendre à la France la maîtrise de son destin.

Rendre à tous les Français qui ont le sentiment de l'avoir perdu, le contrôle de leur vie, le droit de choisir leur vie, de la construire sur leur travail, sur leur mérite, sur leur talent.

Voilà mon projet pour la France.

Voilà comment je veux réconcilier l'Europe du « non » et l'Europe du « oui », la France du « non » et la France du « oui ».

Voilà comment je veux réconcilier la France qui se sent fragilisée, qui se sent menacée d'être dépossédée de tout ce à quoi elle tient et la France qui veut répondre à l'appel du grand large, qui veut conquérir le monde. Ces deux France ne sont pas antinomiques. Elles sont les deux moitiés d'une même nation. L'une ne peut pas vivre sans l'autre. La France a besoin de tous ses enfants, de tous ses talents. C'est la première tâche du président de la République que de savoir organiser la synthèse et la cohérence de ces deux France. La clé c'est la valeur du travail !

C'est le travail de tous qui fait la force d'un pays.

C'est par le travail que je veux réconcilier les Français et leur rendre la maîtrise de leur destin individuel et collectif.

Le travail, c'est le socle.

Le travail, ce n'est pas une fin en soi.

Le travail, c'est un moyen.

C'est le moyen de l'émancipation.

L'égalité devant le travail, devant l'emploi, c'est le fondement de l'égalité réelle.

18, RUE DE LA CONVENTION - PARIS 15ÈME. TEL: 01 53 95 2012 WWW.LAFRANCEFORTE.FR

ADRESSE POSTALE TSA 61559, 75901 PARIS CEDEX 15

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

C'est le travail qui crée le travail. En le partageant, on le détruit. Les 35 heures n'ont pas créé des emplois, elles ont sapé la valeur du travail dans le cœur et l'esprit des Français.

Il ne faut pas laisser partir les emplois industriels. Quand l'industrie s'en va, tout le reste risque de partir. Je n'accepterai pas qu'au nom d'une vision dogmatique du libre-échange notre industrie soit dévastée.

Nous avons déjà beaucoup fait avec les investissements d'avenir, avec le crédit impôt recherche, avec la suppression de la taxe professionnelle. Il n'y a pas d'économies puissantes dans le monde sans industrie forte.

Si pour sauver notre industrie, l'État doit investir comme je l'ai fait avec Alstom, alors l'État investira. Et si un secteur comme la sidérurgie devait être menacé de disparaître, pour des raisons conjoncturelles, alors je n'hésiterais pas à investir des moyens publics. Parce que la sidérurgie n'est pas un secteur du passé mais un secteur de l'avenir. Je ne laisserai pas détruire la sidérurgie comme on a laissé disparaître Pechiney.

Je défendrai avec la même force notre industrie nucléaire absolument capitale pour notre indépendance, pour notre compétitivité, pour notre bien être. Honte à ceux qui ont vendu l'emploi de dizaines de milliers d'ouvriers contre un accord électoral misérable.

Pour combattre les délocalisations qui brisent le destin de tant d'ouvriers je veux transférer les charges sociales sur la TVA et faire contribuer les importations au financement de la protection sociale.

Je veux faire de la France d'ici cinq ans le pays le plus avancé dans la révolution écologique et la révolution numérique. L'enjeu est le même aujourd'hui qu'au moment de la révolution industrielle, qu'à l'orée des Trente Glorieuses. Un nouveau modèle de croissance émerge : la France ne doit pas être en retard. Elle ne doit pas suivre le mouvement, elle doit le précéder !

C'est pour rendre à la France et aux Français la maîtrise de leur destin, pour nous libérer des marchés financiers, que je veux réduire les déficits et l'endettement.

En 2016, grâce aux efforts des Français, le budget de la France sera à l'équilibre.

Que proposent ceux qui s'y opposent ? Rien. Comme si, dans cette campagne, la bonne stratégie serait : je ne vois rien, je ne pense rien, je ne dis rien, car au final je ne crois en rien.

C'est pour rendre à la France et aux Français la maîtrise de leur destin que j'ai réformé les retraites et que je veux continuer à réduire le nombre de fonctionnaires.

Regarder ce qui se passe partout ailleurs dans le monde où des gouvernements n'ont pas eu le courage de prendre les décisions justes au bon moment. La sanction a été immédiate : les salaires ont été diminués, les retraites ont baissé, les allocations ont été supprimées. En France, nous ne l'avons pas fait, parce que nous avons réformé les retraites, diminué le nombre de fonctionnaires, réduit nos dépenses. Je l'affirme, ces décisions étaient sociales. Elles étaient justes.

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

C'est pour que cette communauté humaine que l'on appelle l'entreprise puisse prendre son destin en main que je veux rendre possible les accords de compétitivité-emploi. Il faut mesurer le caractère révolutionnaire d'une réforme qui permettra à l'accord collectif dans l'entreprise de prévaloir sur la loi pour préserver l'emploi. La loi ne peut plus tout prévoir, tout organiser, tout régler ou surtout tout empêcher dans l'entreprise. Dans notre nouveau monde, c'est l'intérêt de tous, de retrouver du pragmatisme, de la souplesse, de la responsabilité.

C'est pour que le chômeur reprenne le contrôle de sa vie que je veux qu'on lui donne un droit à la formation, quelque soit son âge, ou son statut, mais avec ce nouveau droit, on ne pourra plus refuser une offre d'emploi lorsque l'on sera au chômage.

C'est pour que le titulaire du RSA ne perde pas tout espoir de retrouver une vie normale, que je veux qu'il accomplisse sept heures de travail d'intérêt général par semaine et que tous les 18 mois on évalue ses efforts d'insertion. Dans l'assistanat, on perd de plus en plus la maîtrise de sa vie. On a le droit d'être soutenu par la société, mais on a le devoir de s'investir en retour.

C'est pour que l'immigré puisse trouver sa place dans la société, pour que la mère puisse être libre, élever ses enfants, parler à l'instituteur, que je veux mettre au regroupement familial des conditions de revenu, de logement et un examen préalable prouvant un minimum de maîtrise du français et de connaissance des valeurs de la République.

Je veux développer les internats d'excellence pour donner à tous les enfants qui veulent étudier la possibilité de reprendre en main leur destin.

J'annoncerai dans les toutes prochaines semaines la deuxième étape de la rénovation de nos quartiers. C'est la gauche qui a abandonné les banlieues. Souvenons-nous de l'état de nos quartiers à la fin des années 90. C'est notre honneur que d'avoir engagé 45 MdE, au service de la rénovation urbaine.

Je veux qu'aucune femme ne soit asservie à des pratiques, à des traditions qui les empêcheraient d'être libres, qui seraient contraires aux valeurs de la République. Nous avons interdit la burqa. Sur le territoire de la République Française les femmes et les hommes ont les mêmes horaires à la piscine, les mêmes médecins à l'hôpital, les enfants les mêmes menus à la cantine.

Si je veux que l'élève qui ne suit pas le rythme de la classe, qui décroche, qui se noie soit soutenu, soit aidé par l'enseignant qui reste dans l'école après la fin de la classe, c'est pour rendre à l'élève la confiance en lui qu'il a perdue.

Si je veux maintenir l'indexation des retraites malgré la situation de nos finances publiques, c'est parce que je veux que les retraités restent maîtres de leur existence, qu'ils ne soient pas obligés de se mettre à la charge de leurs enfants.

Si je veux plus de places pour les enfants handicapés à l'école, c'est parce que je veux qu'ils partagent la vie, les jeux, les passions des autres enfants, parce que je veux qu'ils puissent construire leur vie et parce que c'est un enrichissement pour tous, un apprentissage de la différence.

18, RUE DE LA CONVENTION - PARIS 15ÈME. TEL: 01 53 95 2012 WWW.LAFRANCEFORTE.FR

ADRESSE POSTALE TSA 61559, 75901 PARIS CEDEX 15

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

Si je veux donner à la victime le droit de faire appel dans les procès d'assises ou dans la remise en liberté conditionnelle de son agresseur, c'est parce que le sort de l'agresseur pèse sur la vie de la victime. Je ne propose pas une justice de la vengeance : ce n'est pas la victime qui doit décider de la sanction. Mais je veux que sa parole soit entendue parce que depuis des décennies on cherche à comprendre les raisons du coupable. Il est temps de se préoccuper des sentiments, et de la personne de la victime.

Je me souviens de ce jour de Printemps, il y a cinq ans, où les Français m'ont accordé leur confiance.

Je me souviens des tempêtes et des épreuves traversées depuis cinq ans et je mesure ce qu'il reste à accomplir.

Je mesure ce qu'il reste à accomplir pour construire une Europe forte et une France forte qui permettront à chaque Français de se sentir maître de sa propre vie.

Aidez-moi à construire la France forte,

qui regarde avec confiance vers le futur,

qui offre un avenir à chacun de ses enfants,

qui investit, qui invente, qui crée, qui n'a pas peur, qui a de l'audace.

Aidez-moi à construire la France forte,

qui se bat pour changer le monde, pour changer l'Europe,

qui se bat pour ses valeurs, qui se bat pour ses idéaux.

Aidez-moi à construire la France forte, dans laquelle des centaines de millions d'hommes et de femmes de par le monde placent leur espoir d'un avenir meilleur.

C'est la France de Jeanne d'Arc, de Victor Hugo, du Général De Gaulle,

C'est la France qui a foi dans l'humanité et dans le progrès, la France qui est grande lorsqu'elle l'est pour les autres !

C'est la France que je veux construire avec vous !

Françaises, Français, j'ai besoin de vous.

Vive la République !

Vive la France !